

CommHR(2026)66

63^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unis
Événement parallèle du Centre de Belgrade pour les droits humains
*“ Les libertés fondamentales sous pression : droits de l'homme et
responsabilités en Serbie ”*

Discours par Michael O'Flaherty
Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe

Genève, 17 septembre 2026

Bonjour et merci pour cette invitation.

Je suis de très près la situation en Serbie depuis deux ans, et je m'intéresse tout particulièrement à un ensemble de droits humains : la liberté d'expression, qui inclut la liberté de la presse, la liberté de réunion pacifique et le maintien de l'ordre lors des manifestations, ainsi que la situation de la société civile. J'ai effectué deux visites, la première en avril 2025 et la seconde en mai de cette année.

J'ai pu observer, d'une visite à l'autre, une nette détérioration de la situation des droits humains, détérioration qui, selon moi, s'est poursuivie tout au long de l'été. Vous êtes, toutes et tous, très au fait de la situation.

Nous assistons à des actes de harcèlement envers les journalistes, à une quasi-impunité pour les agressions policières à leur encontre, à des mesures répressives contre les médias critiques, ainsi qu'à un marché médiatique profondément biaisé qui favorise les médias progouvernementaux.

La police et ses collaborateurs non identifiés attaquent des manifestants pacifiques dans un contexte d'impunité effective des auteurs de ces agressions.

Dans le même ordre d'idées, le Bureau du Procureur général a récemment rejeté les allégations concernant l'utilisation d'une arme sonique en mars 2025, malgré les 3 000 témoignages transmis aux autorités. Et je suis également préoccupé par le fait que le procureur supérieur ait récemment menacé de poursuivre en justice les personnes qui diffuseraient ce qu'il qualifie de « fausses informations » concernant l'arme sonique.

On assiste à une campagne de dénigrement dangereuse visant à faire passer des acteurs légitimes de la société civile pour des traîtres ou des agents étrangers, ce qui les expose à un risque de violence.

Tout récemment, des informations ont fait état de la découverte de logiciels espions sur les téléphones d'acteurs de la société civile.

Et bien sûr, plus récemment encore, il y a eu cette glorification scandaleuse de Mladić après sa mort. Cela m'a d'autant plus bouleversé que j'étais moi-même en poste en Bosnie-Herzégovine pendant une partie de la guerre, où j'ai relaté ses crimes, où j'ai été témoin des atrocités commises par ses troupes, et où j'ai même mené des négociations pour tenter d'obtenir des obsèques décentes pour les victimes.

Derrière la situation des droits humains telle que je l'observe, on peut voir une érosion des éléments essentiels à leur protection et au respect de l'état de droit.

Dans le cadre de mon travail, j'ai pu constater, par exemple, l'effondrement généralisé de la confiance à l'égard de la police, ainsi que le bilan très problématique du Parquet supérieur.

(Soit dit en passant, nous devrions continuer à exiger la mise en œuvre des recommandations de la Commission de Venise concernant les lois Mrdić sur l'autonomie du ministère public.) À cela s'ajoutent les lacunes dans le fonctionnement du Défenseur du peuple, l'Ombudsman, et l'effondrement apparent des mécanismes de coopération qui existaient auparavant entre les acteurs des droits humains et l'État.

Et, comme je l'ai déjà mentionné, certains obstacles entravent le travail essentiel de la société civile et des médias indépendants.

Sans m'étendre davantage sur ces problèmes, je me contenterai de citer un expert serbe en droits humains que je connais et que je respecte profondément, qui a vécu les troubles des années 1990 et qui m'a confié que la situation était pire aujourd'hui.

Alors, pour l'avenir, puis-je garder espoir ? Ma réponse aujourd'hui est un oui catégorique, et voici pourquoi.

Tout d'abord, il y a tant de gens comme mon ami : courageux, intègres et tenaces. Ce sont des défenseur-es des droits humains, et on les retrouve dans tous les milieux de la société serbe.

Il y a les organisations de la société civile résilientes qui luttent malgré la pression.

Il y a ces remarquables figures du monde universitaire qui ne se laissent pas réduire au silence, qui s'inscrivent dans la lignée de géants tels que le professeur Vojin Dimitrijević, dont certains d'entre vous se souviennent sans doute, et qui ont si souvent arpenté ces mêmes couloirs.

Il y a l'attention régionale et internationale croissante portée à la situation, et la convergence notable d'analyses et de critiques au sein de l'ONU, du Conseil de l'Europe, de l'OSCE, et même de l'UE.

Mais surtout, il y a les jeunes Serbes qui tiennent à vivre dans un État dont ils peuvent être fiers et qui sont déterminés à le construire.